

ZEGEYE ASFAW (HUNDEE) ET TEKLEWOINI ASSEFA (REST)

Deux Éthiopiens commentent la politique agricole de leur pays

Zegeye Asfaw, ancien ministre de l'Agriculture (en 1977 et 1991-92), fondateur de l'ONG Hundee (*Oromo Grassroots Development Organization*), est aujourd'hui perplexe sur certains points de la politique gouvernementale. Teklewoini Assefa, directeur de Rest (*Relief Society of Tigray*) soutient quant à lui la politique de l'État. Comme les noms l'indiquent, Hundee a ses bases dans le pays Oromo, tandis que Rest est une ONG implantée dans le Tigray.

« Quand on prend la mesure des statistiques du secteur rural en Éthiopie (plus ou moins 90 % de la population vit de l'agriculture ou de l'élevage), il semble évident que l'amélioration des politiques agricoles devrait être un objectif principal de l'État, explique Zegeye Asfaw. Dans les terres hautes (le centre, le nord et l'ouest du pays), l'agriculture paysanne éthiopienne est majoritairement pluviale. Un appui au développement des structures d'irrigation est ce que de nombreux petits exploitants de ces régions espèrent réellement de la part de leurs autorités. Une bonne irrigation leur permettrait d'augmenter leurs surfaces de production. Pour les agriculteurs dépendant de l'eau de pluie, les aléas du climat sont un désastre. »

Teklewoini Assefa se veut plus rassurant : « Le gouvernement éthiopien mène une politique agricole (Rural Development Policy) et une politique de développement industriel de l'agriculture (Agricultural Development Led-Industrialization- ADLI), avec pour objectif d'accroître rapidement la productivité, de telle sorte que les surplus améliorent la croissance économique. L'ADLI projette à la fois d'augmenter la production parmi les petits agriculteurs et d'encourager une agriculture à plus grande échelle. Un plan quinquennal (Growth and Transformation Five Year Plan (GTP) vise à rendre le pays autosuffisant et même à créer des surplus pour l'exportation. Les pre-

miers résultats sont prometteurs, avec une production qui s'accroît grâce aux projets d'irrigation et aux utilisations de semences améliorées. »

Zegeye Asfaw s'inquiète cependant : « les habitants des terres basses (sud et sud-est du pays) sont essentiellement des pasteurs. Ils sont très vulnérables aux calamités naturelles, principalement les sécheresses et les inondations. Ils perdent l'ensemble de leur bétail en cas de crise. Ils deviennent alors les principales victimes secourues par les programmes d'aide humanitaire nationaux et internationaux. Le conflit persistant avec le Front de libération de l'Ogaden a aussi des effets négatifs sur la livraison de l'aide alimentaire dans ces régions, mais on en parle très peu dans les médias internationaux. »

Inflation, morcellement des terres

Un autre facteur qui influence très directement la sécurité alimentaire est la croissance démographique impressionnante en Éthiopie, qui avoisine les 2,3 % annuels. Un tel taux ne laisse quasiment d'autre choix que de prioriser le développement de l'agriculture. « Mais dans les faits, c'est plutôt la croissance du secteur de la construction et des infrastructures qui prévaut en Éthiopie, explique Zegeye Asfaw. Indéniablement, ce n'est pas une croissance de ce type qui résoudra nos problèmes de sécurité alimentaire, puisque les sources gouvernementales elles-mêmes indiquent que 52% de la population rurale et 36% de la population urbaine sont sous-alimentés. Avec cette explosion démographique, les parcelles de terre vouées à l'agriculture familiale sont de plus en plus morcelées, la jeunesse rurale est repoussée vers les villes. Les surfaces consacrées à l'alimentation de base diminuent au profit des cultures céréalières d'exportation, ce qui a un effet à la hausse sur le prix des produits alimentaires dans les zones urbaines. »

Teklewoini Assefa admet que la production agricole reste insuffisante pour répondre à l'explosion démographique ; les désastres naturels et l'augmentation du prix des combustibles venant noircir le tableau. Il en déduit cependant que « les investissements dans les infrastructures sont nécessaires car une des raisons des crises alimentaires à répétition est l'isolement des petits agriculteurs et leur difficulté à écouler leur production sur les marchés. »

Remembrement des villages

Concernant l'accaparement des terres, « le gouvernement nous explique que les terres qui sont concédées le sont dans les terres basses, donc là où il y a des millions d'hectares inexploités, commente Zegeye Asfaw. Ce que les officiels ne disent pas, c'est qu'il s'agit également de terres pastorales et que l'espace vital des troupeaux risque d'être réduit, en plus des dégâts irréversibles que les compagnies étrangères pourraient occasionner à l'environnement et aux ressources naturelles, entre autres à la végétation extrêmement diversifiée de l'Éthiopie. »

Au contraire, Teklewoini Assefa pense que « l'Éthiopie n'est pas menacée par l'accaparement des terres (...) Je signale, poursuit-il, que des programmes de relocalisation dans les hautes terres font partie intégrante de la politique de sécurité alimentaire du pays. Dans les basses terres, des programmes visent à constituer des villages (villagization programme). Ces programmes n'ont certes aucun rapport avec les investissements à grande échelle qu'on appelle un peu abusivement "accaparement de terre". Mais il faut rappeler qu'ils permettent de centraliser, pour les villageois, des services aussi essentiels que l'éducation, la santé, l'eau, etc. » ■

Propos recueillis par Pierre Coopman